



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 14 juin 11 (16.06)  
(OR. en)**

**11466/11**

**AELE 29  
AND 6  
SM 2  
MC 3**

**NOTE POINT "I/A"**

---

de:	la présidence
Date:	14 juin 2011
to:	Coreper / Conseil

---

Objet:	Relations entre l'UE et la Principauté d'Andorre, la République de Saint-Marin et la Principauté de Monaco
	- Rapport au Conseil

---

Les délégations trouveront ci-joint un rapport de la présidence concernant les relations entre l'UE et la Principauté d'Andorre, la République de Saint-Marin et la Principauté de Monaco, qui tient compte des discussions intervenues au sein du groupe "AELE".

Sous réserve de confirmation par le Comité des représentants permanents, le Conseil est invité à prendre note du présent rapport.

# Relations entre l'UE et la Principauté d'Andorre, la République de Saint-Marin et la Principauté de Monaco

## INTRODUCTION

1. L'Europe occidentale englobe un certain nombre de pays présentant une superficie restreinte et qui ne sont pas membres de l'UE: la Principauté d'Andorre, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco, la Principauté de Liechtenstein et le Saint-Siège<sup>1</sup>. Sur la base de l'article 8 du TUE, l'UE entretient des relations avec chacun de ces États, même si des différences importantes existent quant à l'étendue de ces relations et au cadre institutionnel dans lequel elles s'inscrivent.
2. Si le Liechtenstein est membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et étroitement lié à l'UE dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE), les relations avec Andorre, Monaco et Saint-Marin sont régies par un certain nombre d'accords, qui couvrent certains domaines de l'acquis et des politiques de l'UE. Globalement, les relations entre l'UE et les trois derniers pays mentionnés sont fragmentées et divergent considérablement d'un pays à l'autre.<sup>2</sup> Ces dernières années, Andorre et Saint-Marin en particulier ont manifesté leur volonté de renforcer, d'étendre et éventuellement de structurer leurs relations avec l'UE.
3. En décembre 2010, lors de l'adoption de ses conclusions concernant les relations de l'UE avec les pays de l'AELE<sup>3</sup> sur la base d'une évaluation desdites relations menée sous la présidence belge, le Conseil a déclaré qu'il conviendrait de réaliser un bilan similaire des relations entre l'UE et les pays européens de petite dimension territoriale, en particulier la Principauté d'Andorre, la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin, afin d'analyser les possibilités et les modalités de leur éventuelle intégration progressive dans le marché unique<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> La situation particulière du Saint-Siège ne fait pas l'objet du présent rapport.

<sup>2</sup> L'annexe du présent rapport comprend des informations concises sur les trois pays en question et sur les relations qu'ils entretiennent avec l'UE.

<sup>3</sup> Doc. 17423/10.

<sup>4</sup> Cf. points 8 et 9 du doc. 17423/10.

4. La présidence hongroise a inclus cette tâche dans les priorités du groupe "AELE". Au cours du premier semestre de 2011, le groupe "AELE" a procédé à des débats d'orientation concernant Andorre, Saint-Marin et Monaco. Ces débats ont été précédés par des réunions informelles entre des membres du groupe et les ambassadeurs de ces trois pays. À la lumière de ces débats d'orientation, la présidence a établi le présent rapport, qui présente les résultats des débats et formule une recommandation quant aux travaux à venir.

## **RÉSULTATS DES DÉBATS D'ORIENTATION**

5. Au cours des débats d'orientation et lors des contacts informels avec les représentants des institutions européennes intervenus durant le premier semestre de 2011, Andorre, Saint-Marin et Monaco ont exprimé le souhait d'approfondir leurs relations avec l'UE. Ces trois pays ont indiqué vouloir poursuivre à cet effet le dialogue entamé avec l'UE au cours du premier semestre de 2011.
6. Le groupe "AELE" s'est félicité du souhait exprimé par les trois pays et a salué leur engagement et les efforts qu'ils ont déployés ces derniers temps dans ce but. Il a décidé de poursuivre le dialogue avec les trois États en question, ainsi que les travaux internes menés au niveau de l'UE, afin de permettre à tous les acteurs concernés de préciser encore leur position et d'examiner plus en détail les différentes possibilités d'action.
7. Le groupe a pris note des positions actuelles des trois États concernant une intégration plus poussée de ces pays à l'UE. La République de Saint-Marin s'est déclarée prête à envisager un large éventail de possibilités en vue d'une intégration plus poussée à l'Europe, allant de l'adhésion à l'UE et de l'appartenance à l'EEE à un accord-cadre (collectif ou individuel). La Principauté d'Andorre s'est également déclarée disposée à envisager différentes options, tout en exprimant une certaine préférence pour un accord d'association ad hoc. Le nouveau gouvernement, en place depuis mai 2011, devra préciser sa position. La Principauté de Monaco semble, en substance, se satisfaire du cadre actuel des relations, mais est également disposée à poursuivre les discussions sur une éventuelle nouvelle structure et apprécierait que des améliorations soient apportées à certaines parties du cadre actuel de relations.

8. Malgré des divergences de vues et des situations différentes selon les pays, ils semblent tous trois disposés à envisager un cadre commun qui tiendrait compte de leurs particularités.
9. Au cours des discussions au sein du groupe "AELE" portant sur une nouvelle structure des relations, la possibilité a été évoquée d'établir, pour les relations futures, un cadre global comportant des éléments permettant d'assurer une certaine souplesse. Un tel cadre pourrait comprendre des éléments communs applicables aux trois pays et d'autres éléments pouvant varier d'un pays à l'autre.
10. Le groupe "AELE" est parvenu à la conclusion qu'il faut poursuivre la réflexion sur la possibilité de mettre en place un nouveau cadre institutionnel éventuel de relations, ainsi que sur les domaines présentant un intérêt commun ou un intérêt pour tel ou tel pays. L'accent a été mis sur l'importance d'une approche cohérente à l'égard des trois pays, qui respecte pleinement la situation particulière de chacun d'entre eux - conformément à la déclaration de l'Union relative à l'article 8 du traité sur l'Union européenne <sup>5</sup>. Le recours aux instruments existants ne devrait pas être exclu a priori.
11. Au cours des débats d'orientation, il est apparu que, même si l'UE détient quantité d'informations d'ordre général sur les trois pays en question et sur les relations qu'ils entretiennent avec l'UE, les informations dont elle dispose sont encore incomplètes. Le groupe "AELE" a invité le SEAE et la Commission à compléter ces informations en prenant contact avec les trois pays concernés, afin de permettre aux États membres de prendre position en connaissance de cause sur les mesures qui pourraient être envisagées.
12. Alors que se poursuit l'analyse des possibilités et modalités d'une éventuelle intégration progressive des trois pays au marché intérieur, le groupe "AELE" a encouragé Andorre, Saint-Marin et Monaco à adopter des mesures visant à renforcer la convergence de leur législation avec l'acquis de l'UE relatif au marché intérieur, ainsi qu'à mener une évaluation approfondie de la capacité administrative nécessaire pour permettre, le cas échéant, un approfondissement des relations.

---

<sup>5</sup> "L'Union prendra en compte la situation particulière des pays de petite dimension territoriale entretenant avec elle des relations spécifiques de proximité."

## **RECOMMANDATION**

13. Andorre, Monaco et Saint-Marin sont des pays de petite dimension territoriale et de faible population, enclavés dans le territoire de l'UE, dont ils sont de proches partenaires. Leur population semble avoir un fort sentiment d'identité européenne, même s'ils sont considérés comme des "pays tiers" à l'instar d'autres pays tiers avec lesquels l'UE n'a pas la même proximité. L'exercice qu'a constitué le débat d'orientation mené sous la présidence hongroise est le premier bilan politique horizontal des relations entre l'UE et ces pays qui ait été mené jusqu'ici par l'UE. Ces éléments devront être pris en compte au moment d'envisager, le moment venu, de nouvelles initiatives, sur la base de l'article 8 du TUE.
14. S'agissant de la prochaine action à entreprendre, et sous réserve de confirmation par le Coreper, il est recommandé que:

**À la lumière de l'évaluation menée jusqu'ici et de l'intérêt manifesté par Andorre, Saint-Marin et Monaco pour un renforcement de leurs relations avec l'UE, le Conseil invite le SEAE et la Commission à poursuivre leur analyse et leur réflexion sur l'évolution future des relations de l'UE avec ces trois pays. Cela devrait inclure un approfondissement de la réflexion sur la possibilité de mettre en place, pour les relations avec ces pays, un nouveau cadre institutionnel qui tienne compte de l'importance d'une approche cohérente à l'égard des trois pays, tout en respectant les particularités de chacun d'entre eux, conformément à la déclaration de l'Union relative à l'article 8 du TUE. Lors de cette analyse, une attention particulière devra être accordée à l'impact institutionnel, politique et économique d'un éventuel nouveau cadre de relations, compte tenu notamment de la nécessité d'assurer l'intégrité du marché intérieur.**

**Compte tenu de ce qui précède, le Conseil invite le SEAE ainsi que la Commission à présenter leurs premières conclusions au Conseil sous la présidence polonaise et à soumettre, avant la fin de juin 2012, des recommandations relatives à l'adoption éventuelle de nouvelles mesures susceptibles de conduire à une intégration progressive de ces pays au marché intérieur.**

**Concise information on the Principality of Andorra, the Republic of San Marino and the Principality of Monaco and their relations with the EU****PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE**

Situated in the Pyrenees in between France and Spain, mountainous Andorra comprises a territory of 468 km<sup>2</sup>. Andorrans lived for centuries under a unique co-principality, ruled by a French and a Spanish leader (from 1607 onwards, by the French Head of State and the Spanish Bishop of *Urgell*). In 1993, this system was modified with the titular Heads of State retained, but the government transformed into a parliamentary democracy. Since World War II, the economy of Andorra has grown significantly, the main sectors being tourism, trade and the financial sector. Andorra has a population of approximately 80 000 (Andorrans forming a minority of 39 %, while 31 % of the inhabitants are Spanish, 15 % Portuguese and 6% French citizens). The official language is Catalan.

Currently, EU-Andorran relations are based on three agreements:

- A Customs Union Agreement<sup>6</sup>, in force since 1991, covering industrial products of Chapters 25 to 97 of the Harmonised System. The Agreement establishes a Joint Committee (mainly dealing with fiscal and trade issues) and a Customs Cooperation Committee.
- A Cooperation Agreement<sup>7</sup>, in force since 2005. This Agreement is complementary to the Customs Union Agreement and enlarged the scope of relations between the EU and Andorra to a number of specific sectors for future cooperation, such as environment, education and transport. However, until now, Andorra has not made full use of the potential of this agreement, which includes in addition an extension clause<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> JO L 374 du 31.12.1990, p. 14. This Agreement was supplemented in 1997 by a Protocol, covering trade in live animals and animal products (OJ L 148 of 6.6.1997, p.16) and recently by a Protocol on customs security measures, signed in January 2011 (doc. 17401/10).

<sup>7</sup> JO L 135 du 28.05.05, p. 14.

<sup>8</sup> Art. 8 of the Agreement provides that "*The Contracting Parties may by mutual consent extend this Agreement by concluding agreements on specific matters*".

- An Agreement on the taxation of savings income<sup>9</sup>, in force since 1 July 2005, provides for measures equivalent to those laid down in the savings taxation directive 2003/48/EC.

In addition, a Monetary Agreement between the EU and Andorra was initialled on 10 February 2011. It will allow Andorra, which has used the Euro de facto since 2002, to introduce the Euro as its official currency and to mint coins, while Andorra commits itself to transpose the EU financial and banking *acquis* into its legislation.

Furthermore, the Commission presented to the Council in November 2009 a recommendation to open negotiations with Andorra on an anti-fraud and tax information exchange agreement, which is still under discussion on ECOFIN level. The Principality had long maintained bank secrecy in its financial sector, but committed in March 2009 to implement OECD standards on tax information exchange and was removed from the OECD grey list of uncooperative jurisdictions in 2010.

Andorra maintains privileged relations with its neighbours France and Spain, as well as with Portugal, through agreements in several areas such as the free movement of persons, education and justice and home affairs.

The Principality does not participate in the Schengen area. Border controls are carried out at the borders between Andorra and the neighbouring Schengen States, France and Spain. However, it coordinates its visa requirements with the Schengen area and accepts Schengen visas. According to a pragmatic approach agreed with the EU, Andorran nationals are allowed to undergo passport controls at the counters for citizens of the EU and EFTA Member States.

Andorra is member of the UN (since 1993) and votes regularly with the EU in this framework. There is no political dialogue between the Principality and the EU.

---

<sup>9</sup> JO L 359 du 04.12.04, p. 33.

## RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN

With 61.2 km<sup>2</sup> and a population of approximately 30 000 the third smallest State in Europe, San Marino is according to tradition the world's oldest Republic, founded in 301. Today, it is a parliamentary democracy. The mountainous landlocked State is completely surround by Italy, with which it has historically developed close political, social and economic links. San Marino has a stable economy, mainly relying on tourism, industry and the financial sector, with a GDP per capita relatively high compared to other industrialised countries. The official language is Italian.

The current legal framework for EU relations with San Marino consists of three agreements:

- A Cooperation and Customs Union Agreement (signed on 16 December 1991 and in force since 1 April 2002)<sup>10</sup> establishes a customs union with San Marino covering all types of products, and provides for cooperation primarily in the fields of environment, SME and tourism, as well as for joint operations in communications, information and cultural matters. However, cooperation in these areas has not yet materialised. Article 19 of the Agreement foresees the enlargement of its scope to other areas, but the possibilities offered by this Article have not been exploited in the past.
- A Monetary Convention<sup>11</sup> with Italy on behalf of the European Community, in force since 1 April 2001, covering the use of the Euro as official currency and the minting of Euro coins. This Convention is currently being renegotiated. Changes should concern the calculation of the ceiling for the issuance of euro coins and the implementation of the EU *acquis* concerning the prevention of money laundering, fraud and counterfeiting, and banking and financial legislation.

---

<sup>10</sup> JO L 84 du 28.03.2002, p. 43. Pending the long ratification procedures, an Interim Agreement on trade and trade-related issues was applied as from 1 December 1992. The Cooperation and Customs Union Agreement was supplemented in March 2010 by an "Omnibus Decision" adopted by the EC-San Marino Joint Committee, covering customs security measures and veterinary and phytosanitary matters (OJ L 156, 23.06.2010 p. 13).

<sup>11</sup> JO C 209, 27.7.2001, p. 1.



- An Agreement on the taxation of savings income<sup>12</sup>, in force since 1 July 2005, provides for measures equivalent to those laid down in the savings taxation directive 2003/48/EC.

Furthermore, the Commission presented to the Council in November 2009 a recommendation to open negotiations with San Marino on an anti-fraud and tax information exchange agreement, which is still under discussion on ECOFIN level. The banking system of the country was traditionally based on bank secrecy. The country committed itself to implement OECD standards on tax information exchange in March 2009 and was removed from the OECD list of uncooperative jurisdictions in September 2009.

Although San Marino is not part of the Schengen area, a pragmatic approach has been agreed between the EU and San Marino concerning the facilitation of San Marino nationals passing the external borders of the EU. No external border checks between Italy and San Marino are carried out, but other elements of the Schengen *acquis*, such as cooperation in judicial and police matters are not applicable.

San Marino is member of the UN (since 1992) and votes regularly with the EU in this framework. No political dialogue has been established with the EU.

---

<sup>12</sup> JO L 381 du 28.12.04, p. 33.

## PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Situated on the Mediterranean coast and surrounded on the land side by France, with which it has very close political and contractual links, the City-State of Monaco comprises a territory of 1.95 km<sup>2</sup>, making it the second smallest State of the World after the Holy See. Monaco has approximately 36 000 inhabitants, approximately 20% of which are Monegasque nationals (French residents 28%, Italian residents 19% and British residents 7.5%). The State, which was founded in 1215, is a constitutional monarchy, headed by the Prince, who is substantially involved in the governance of the country, including international relations. Monaco has a stable economy, mainly relying on tourism and financial services, as well as on a number of small industries in areas such as cosmetics and pharmaceuticals. With 45 000 cross-border workers coming in daily from France and Italy, the Monegasque economy is an important employment factor in the region. The official language is French.

### Cadre juridique de la coopération

Monaco has concluded a number of economic agreements with France, which have, in certain cases, the effect that Monaco has to apply the same rules as EU Member States. To cite two examples:

- Through its Customs Union with France, dating back to 1861, Monaco is in a Customs Union with the EU. This Customs Union also extends to indirect taxation (VAT).
- If France adopts internal legislation transposing EU directives in certain areas covered by bilateral Agreements with Monaco, the Principality directly applies the French legislation in certain areas (e.g. rules on functioning and supervision in the area of insurance).

With the EU, Monaco has concluded the following Agreements:

- A Monetary Convention with France on behalf of the European Community<sup>13</sup>, in force since 26 December 2002, covering the introduction of the Euro as official currency and the minting of Euro coins as well as the take-over of most of the EU financial *aquis*. This Agreement is currently being renegotiated in parallel with similar agreements with Andorra and San Marino.
- Agreement on the application of certain Community acts on the territory of the Principality of Monaco<sup>14</sup>, in force since 1 May 2004, providing for the application of EU legal acts in the area of medicines for human and veterinary use, cosmetic products and medical devices to the territory of Monaco.
- Agreement on the taxation of savings income<sup>15</sup>, in force since 1 July 2005, provides for measures equivalent to those laid down in the savings taxation directive 2003/48/EC.

Furthermore, Monaco was included together with Andorra and San Marino in a Commission recommendation to the Council of November 2009 to open negotiations on anti-fraud and tax information exchange agreements (still under discussion on ECOFIN level). The banking system has traditionally been based on bank secrecy. In March 2009, the Principality committed itself to implement OECD standards on tax information exchange. It was removed in September 2009 from the OECD list of uncooperative jurisdictions.

---

<sup>13</sup> JO L 142 du 31.05.02, p. 59.

<sup>14</sup> JO L 332 du 19.12.03, p. 42.

<sup>15</sup> JO L 19 du 21.01.05, p. 55.

Though Monaco is not a party to the Schengen Agreement and not associated to the Schengen *acquis*, it participates in the Schengen area through legal arrangements with France prior to the Schengen *acquis* and a Decision of 1998 of the Executive Committee created under the Convention implementing the Schengen Agreement<sup>16</sup>.

Monaco became a full member of the UN in 1993 and joined the Council of Europe in 2004. It votes regularly with the EU in the UN, but does not have a political dialogue with the EU.

---

<sup>16</sup> JO L 239 du 22.9.2000, p. 199.